

Décision n° 2011-1391
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 29 novembre 2011
attribuant des ressources en numérotation à
la société BJT Partners
(numéros de la forme 06 AB PQ MC DU)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société BJT Partners (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 11-0398 en date du 5 mai 2011) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la société BJT Partners en date du 10 novembre 2011, reçue le 14 novembre 2011, sollicitant l'attribution de 40 000 numéros de la forme 06 AB PQ MC DU ;

Après en avoir délibéré le 29 novembre 2011 ;

.../...

Décide :

Article 1 – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

Numéros de la forme	Département
06 39 30 MC DU	Mayotte
06 39 50 MC DU	Mayotte

Numéros de la forme	Département
06 39 70 MC DU	Mayotte
06 39 90 MC DU	Mayotte

sont attribués, jusqu'au 29 novembre 2031, à la société BJT Partners (Siren : 480 234 210) pour la fourniture au public de ses services de téléphonie mobile dans les départements correspondants.

Article 2 - La société BJT Partners acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société BJT Partners adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société BJT Partners.

Fait à Paris, le 29 novembre 2011

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI